

Les associations, partis et syndicats : L'Acort, Attac 9-10^{ème}, Autre monde, LDH, la CGT parcs et jardins, la CGT-préfecture de police, le Collectif de soutien aux exilés du 10^{ème}, La Fasti, Gisti, la LCR 10^{ème}, Le Mrap 10^{ème}, le PCF 10^{ème}, les Verts 10^{ème}

Christophe Bonneuil, Véronique Dubarry, Jérôme Gleizes, Fabienne Leleux, Jean Pierre Alain Lhostis, Charlotte Nenner, Sylvie Scherer, élu-E-s du 10^{ème} arrondissement de Paris

lancent un

APPEL POUR UN ACCUEIL DIGNE DES EXILES A PARIS

Depuis l'hiver 2002-2003, plusieurs dizaines de milliers d'exilés – essentiellement des Afghans, des Kurdes d'Irak, des Iraniens - séjournent de quelques jours à quelques mois dans le 10^{ème} arrondissement de Paris. Il en arrive chaque jour de nouveaux, tandis que d'autres partent, dégoûtés des conditions d'accueil qui leur sont réservées : ils dorment dans les jardins publics, les parkings ou les passages couverts du quartier des gares de l'Est et du Nord, se protégeant du froid comme ils le peuvent. Ils se nourrissent aux soupes populaires, ne reçoivent ni soins médicaux, ni informations sur leurs droits. Les seules manifestations d'hospitalité et de soutien viennent d'habitants du quartier, du Collectif de soutien qui s'est constitué en mars 2003, d'associations, d'élus de la majorité de gauche du 10^{ème} ou de partis politiques.

Nous, habitants, élus et organisations du dixième arrondissement de Paris, ne pouvons accepter qu'un troisième hiver se passe sans que rien ne change. La situation des exilés de l'arrondissement est emblématique de celle que connaissent des milliers d'exilés dans toute l'Europe.

La Ville de Paris, comme beaucoup d'autres villes, renvoie le problème à la responsabilité de l'Etat. L'accueil des demandeurs d'asile incombe en effet à l'Etat. Or celui-ci, au lieu de mettre en oeuvre la politique d'accueil et d'information sur les droits prévue dans les textes, pratique une politique de dissuasion à l'encontre de l'asile. Les exilés que nous rencontrons nous disent:

«Comment demander l'asile dans un pays qui nous traite plus mal que des chiens? »

Et c'est écœurés par la France qu'ils se décident à partir pour le Royaume-Uni, la Belgique ou la Norvège. Pays depuis lesquels ils seront renvoyés vers la France ou ailleurs, sans cesse...

Le centre d'accueil des étrangers de la préfecture de police (C.R.E.) souffre d'un manque de moyens tel que les démarches nécessaires pour entamer la procédure de demande d'asile s'apparentent à un parcours du combattant, face auquel beaucoup renoncent.

Depuis deux ans, la ville refuse de se substituer à l'État pour créer des places d'accueil. Les instances municipales doivent donner plus fort de la voix pour faire bouger les choses.

Seule la DASS propose des places de nuit dans des centres d'hébergement pour SDF, déjà surchargés et ce, uniquement en hiver. L'expérience des hivers précédents nous montre que cette réponse est partielle, aléatoire et totalement inadaptée.

Parce que nous ne supportons plus le mépris du devoir d'asile de notre pays, nous, habitants, élus et organisations du dixième arrondissement de Paris, réclamons :

- que la ville renforce l'expression de sa solidarité avec les victimes des désordres de la planète, dont la protection est prévue par des textes internationaux;

-qu'elle passe à une nouvelle étape, en proposant au gouvernement de créer ensemble plusieurs lieux permanents spécifiques d'hébergement et d'accueil transitoire pour ces exilés, pour ces habitants temporaires de nos quartiers, avec suivi sanitaire, juridique et social;

-la création d'un kiosque d'accueil et d'information de jour aux endroits de regroupement, dirigeant les exilés éventuellement vers les lieux d'accueil, kiosque à vocation d'orientation sur les endroits où ils pourront se nourrir, avoir accès aux soins, à la fourniture de vêtements et d'objets de première nécessité et obtenir des informations sur le droit d'asile en France

Les exilés du 10^{ème} arrondissement de Paris sont nos concitoyens.

Nous pensons que la Ville de Paris peut et doit, ainsi, pousser l'Etat à prendre enfin ses responsabilités.

Contacts : Les élus communistes et partenaires du 10^e : 01 48 24 11 88, Le Collectif des exilés : 06 67 21 91 04